



CTA du 04 novembre 2020

Déclaration de la CGT Éduc'action Mayotte

Informés par les médias des décisions de M. Blanquer et du gouvernement, les personnels éducatifs en déplorent le mode de communication et le fond. Aujourd'hui, ils sont excédés et toujours inquiets après les annonces de M. Macron.

Pour la CGT Educ'action, l'information officielle par voie de presse est une nouvelle marque de mépris à l'encontre des enseignants, habitués désormais au prof bashing de la part des gouvernants et des médias-relais.

C'est au Journal du Dimanche que M. Blanquer a donné les modalités d'organisation de la journée du 2 novembre autour de l'hommage à notre collègue Samuel Paty.

C'est sur BFM que nous apprenons, heure par heure, le sort fait à l'École et à nos vies entières, contraintes face à la pandémie par des choix économiques.

Visiblement, le gouvernement ne juge pas nécessaire de tenir une conférence de presse ou de communiquer officiellement sur nos boîtes mail professionnelles avant de distiller ses informations aux médias-relais.

Sur le fond, notre organisation est en total désaccord avec les décisions prises par le ministre et condamne fermement les propos qu'il a pu tenir dans les médias.

Après le choc de l'assassinat barbare de Samuel Paty, la profession a d'abord besoin de se recueillir et de se concerter librement, dans chaque établissement.

L'hommage à notre collègue et le travail avec nos élèves doivent naître d'une réflexion collective et pas d'injonctions qui ne servent pas le fond mais seulement des récupérations et des effets d'annonce. La liberté d'expression ne se décrète pas selon les critères de M. Blanquer ou du Printemps républicain : infantilisation, suppression du paritarisme des commissions et des processus de décision, répression de nos collègues de Melle pour avoir fait grève, attaques du pluralisme prétendu « islamo-gauchiste », contre une BD publiée dans Médiapart, diktat sur la tenue des jeunes filles...

Nous n'avons aucune leçon à recevoir de M. Blanquer sur la Liberté, que le gouvernement auquel il appartient restreint chaque jour davantage. La liberté d'expression et la laïcité sont des principes fondamentaux qui aujourd'hui sont attaqués de toutes parts. Loin des provocations de notre propre ministre ou de M. Castex, les enseignants sauront transmettre les valeurs qu'ils et elles servent tous les jours. L'« École de la confiance » doit enfin se fier aux acteurs de terrain, dans le strict respect de leur liberté pédagogique : les enseignants n'exécutent pas leurs cours, mais les conçoivent, en sont les artisans et les dispensent auprès d'un public qu'ils et elles connaissent.

Alors que l'épidémie de Covid-19 s'aggrave, les personnels éducatifs sont atterrés par cette gestion de la crise sanitaire.

Avant l'épidémie, les défaillances étaient déjà criantes – effectifs par classe, médecines scolaire et professionnelle gravement déficientes, nombre insuffisant d'enseignants, d'infirmiers, d'assistantes sociales, d'AED, d'AESH – mais c'est par des coupes drastiques dans les DHG et par l'attribution de masques toxiques ou trop petits que répond M. Blanquer.

Au lieu d'aménager la rentrée, les programmes et examens, de constituer des groupes, d'embaucher des personnels et de les équiper d'un ordinateur, le ministère supprime encore 1800 postes dans le secondaire pour 40 000 élèves de plus, maintient la journée de carence, ne remplace pas toujours les enseignants malades, surcharge ainsi les classes de la maternelle au lycée et réduit le protocole sanitaire à peau de chagrin.

Avec des salaires parmi les plus bas de l'OCDE mais gelés depuis 10 ans, l'aumône discutée au prochain « Grenelle de l'Education », des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader et un mépris aussi scandaleux de la part de notre ministre, il n'est pas étonnant que notre profession, si bien « choyée », n'attire plus de candidats. C'est un désastre promis à l'avenir de notre pays. Et l'enterrement planifié du service public éducatif et, par là, d'une certaine conception égalitaire et intégratrice de la République. Les annonces de M. Macron lors de son allocution du 28 octobre et de M. Blanquer le lendemain matin, ne rassurent pas. À peine un mois après la rentrée scolaire, Santé Publique France rapportait qu'un tiers des 899 clusters en cours d'investigation en France ont été détectés dans le milieu scolaire ou universitaire. Malheureusement, notre département subit des carences énormes qui risquent de favoriser la propagation du virus dans les prochaines semaines avec la création de clusters dans les familles en mettant des vies en danger.

Face à une situation sanitaire fortement dégradée à Mayotte avec le retour des virus à la saison des pluies, d'un risque de saturation de l'hôpital et de l'épuisement de leurs personnels, d'une pénurie d'eau, d'une violence endémique, d'une déforestation à outrance, d'un système éducatif soldé à 50%...Ce n'est pas étonnant si les élus refusent de faire un bilan de la départementalisation !

Dans ce contexte, ça suffit de confiner nos vies privées, la CGT Educ'action exige un plan d'urgence pour stopper la dégradation de nos vies personnelles et professionnelles.

Aucun moyen alloué à l'Ecole ni aux personnels et M. Blanquer annonce la mise en place d'un protocole, au grand dam des directions, contraintes, une nouvelle fois, à l'urgence.

Maintenir tous les élèves dans une même salle et ouvrir les fenêtres... voilà le protocole renforcé qui doit nous sauver !

Dans de nombreux établissements, les emplois du temps et les locaux ne pourront être réaménagés ! Concernant la sécurité et l'accessibilité des établissements scolaires à Mayotte, nous avons relevé les insalubrités du bâti scolaire et des insuffisances scandaleuses (en désinfection, en nettoyage au savon, en sanitaires pour une majorité des locaux...). Ces difficultés, accentuées par la gestion calamiteuse de la crise sanitaire pèsent lourdement sur des équipes au bord de l'épuisement, sommées de mettre en œuvre un protocole inapplicable en raison de son incohérence et son inadéquation à la réalité des conditions d'accueil dans les établissements scolaires qui souffrent d'un manque criant de personnel. 8 mois d'une pandémie mondiale n'auront pas suffi.

La CGT Educ'action rappelle que des mesures concrètes et immédiates étaient à prendre dès le printemps par le biais d'un plan d'urgence pour recruter massivement des personnels afin de diminuer les effectifs par classe, trouver des solutions pour compenser l'insuffisance de salles, multiplier les groupes dans les écoles et établissements, permettre la distanciation physique, l'aération des locaux ou le lavage régulier des mains et permettre la prise en compte pédagogique des difficultés des élèves engendrées par le confinement. Le gouvernement a préféré rester sourd à nos revendications qui montrent aujourd'hui leur importance.

Dans le cas où le rectorat ne mettrait pas en place des mesures suffisantes, la CGT Educ'action appellera les personnels à réagir et soutiendra toutes les initiatives décidées par les collègues.

La santé de toutes et tous n'a pas de prix !